

MAROC

«Séisme» politique après le passage d'un parti dans l'opposition

La «surprenante» décision du Parti authenticité et modernité (PAM) de retirer son soutien à la majorité gouvernementale au Maroc constitue un «séisme» pour le Premier ministre Abbas El Fassi, a estimé hier la presse marocaine.

«La surprenante décision du PAM est un séisme pour le gouvernement d'Abbas El Fassi», écrit le journal arabophone *Assabah* (indépendant). Le PAM, formation politique influente créée en 2008 par un proche du Palais royal, Fouad Ali El Himma, a annoncé vendredi qu'il ne soutiendrait plus la majorité gouvernementale et qu'il se positionnerait désormais dans l'opposition.

Ce parti compte 46 députés à la Chambre des représentants (sur 325). Sous le titre «El Himma renverse la table sur le gouvernement», un autre quotidien arabophone indépendant, *Akhbar Al Yaoum*, estime que le Premier ministre est «devant deux options : convaincre un parti de l'opposition d'entrer au gouvernement ou bien démissionner et demander au roi



Le Premier ministre marocain, Abbas El Fassi

de former un nouveau gouvernement». Pour *Libération*, un journal de l'Union socialiste des forces populaires (USFP, membre de la coalition gouvernementale), «Abbas El Fassi est confronté à sa

première vraie crise» depuis la formation de son gouvernement en 2007.

Quant à *Al Bayane*, organe du Parti du progrès et du socialisme (PPS, autre membre de la coalition gouvernementale), il estime que le PAM a «rejoint le Parti Justice et Développement (PJD, islamiste) dans l'opposition». Selon ce journal, la formation de Fouad Ali El Himma a choisi le démarrage de la campagne électorale pour les municipales du 12 juin «pour se refaire une virginité politique en apparaissant comme une alternative au gouvernement».

Le PAM était la deuxième formation de la majorité gouvernementale, également composée du parti nationaliste de l'Istiqlal du Premier ministre (PI, 50 députés), du Rassemblement national des indépendants (RNI, 42), de l'USFP (37 députés) et du PPS (27 députés).

Selon certains analystes, le chef du gouvernement pourrait entamer dans les semaines qui viennent des pourparlers avec d'autres partis politiques pour s'assurer une nouvelle majorité à la Chambre des représentants.

ZIMBABWE

Le Premier ministre dénonce les «limites» du gouvernement d'union

Le Premier ministre zimbabwéen et ancien opposant Morgan Tsvangirai a dénoncé hier à Harare les «limites» du gouvernement d'union en place depuis février, qui l'empêchent de mener «aussi rapidement» qu'il le souhaite des réformes.

«Faire partie du gouvernement ne signifie pas que nous sommes le gouvernement. Nous devons reconnaître les limites d'un gouvernement de coalition», a déclaré M. Tsvangirai à l'ouverture du neuvième congrès de son parti, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC). Ces limites «ne sont pas le résultat d'un manque d'engagement. Ce sont les limites d'un mariage de convenance. Ceux qui participent à ce gouvernement vous diront que le gouvernement marche sur un fil», a-t-il ajouté. M. Tsvangirai se trouve à la tête d'un gouvernement auquel participent notamment son parti et son ancien rival, l'Union nationale africaine du Zimbabwe - Front patriotique (Zanu-PF) du président Robert Mugabe. «Nous devons reconnaître que nous ne sommes pas allés aussi loin et que nous n'avancions pas aussi rapidement (...) que le peuple le demande», a ajouté M. Tsvangirai devant plusieurs centaines de délégués du MDC. Il en a tenu responsables, sans les nommer, les durs du régime de

M. Mugabe. «Les progrès que nous avons faits et que nous souhaitons faire sont ébranlés par ceux qui sont menacés par les changements démocratiques contenus dans l'accord» de partage du pouvoir signé le 15 septembre par MM. Mugabe et Tsvangirai, a-t-il estimé.

Conformément à cet accord, conclu après la victoire historique du MDC aux législatives de mars 2008, M. Tsvangirai est devenu en février Premier ministre, tandis que M. Mugabe, au pouvoir depuis 1980, a conservé la présidence. «Bien que notre parti soit déterminé à restaurer l'Etat de droit, nos membres continuent à être persécutés», a affirmé M. Tsvangirai lors du congrès du MDC qui se tient

jusqu'à dimanche. «Nous n'avons pas réussi à restaurer l'Etat de droit, notre peuple vit toujours dans la peur, la faim et la pauvreté, nos médias publics restent partisans», a-t-il énuméré.

Il a de nouveau appelé la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) à résoudre le problème né des nominations faites unilatéralement par M. Mugabe aux postes de gouverneur de la Banque centrale et de procureur. Il s'est cependant félicité de la baisse des prix enregistrée depuis février au Zimbabwe, qui avait connu une hyperinflation record en 2008. Cette baisse est intervenue après l'abandon de la devise nationale en début d'année.

SELON SON MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

L'Italie hostile à l'accueil en Europe de détenus de Guantanamo

L'Italie est opposée à l'accueil en Europe de détenus de la prison américaine de Guantanamo, en dépit d'une requête en ce sens du gouvernement américain, a déclaré hier Roberto Maroni, ministre italien de l'Intérieur.

«Les Etats-Unis nous ont demandé d'accueillir quelques détenus, pas plus de deux ou trois, mais je n'y suis pas favorable», a affirmé M. Maroni à l'issue de la réunion de deux jours des ministres de l'Intérieur et de la Justice du G8, en évoquant ses entretiens avec le secrétaire américain à la Justice, Eric Holder. Le ministre italien a indiqué qu'il évoquerait le problème des détenus de Guantanamo

avec ses homologues européens lors d'une réunion prévue le 4 juin au Luxembourg mais il a précisé «ne pas être favorable à l'accueil de ces détenus dans des pays n'ayant pas les moyens juridiques de les maintenir en prison».

Dans l'espace Schengen, «nous ne pouvons pas nous permettre de laisser en liberté des personnes soupçonnées de terrorisme», a-t-il affirmé.

«Le niveau de menace du terrorisme est déjà suffisamment élevé. Je voudrais éviter de l'accroître davantage encore.» Vendredi, M. Holder avait remercié publiquement la France devant ses collègues du G8 pour avoir accepté d'accueillir le 15 mai un ex-détenu algérien

de Guantanamo. La France accepte d'envisager ces accueils à la double condition que le détenu n'ait pas été condamné et qu'il ait des liens avec le pays d'accueil, avait déclaré vendredi à l'AFP Mme Michèle Alliot-Marie, ministre français de l'Intérieur.

Lors de son point de presse, M. Maroni a également indiqué que l'Italie rétablirait exceptionnellement le contrôle des passeports à ses frontières pour les citoyens de l'espace Schengen du 18 juin au 15 juillet en raison de la tenue du sommet du G8 du 8 au 10 juillet à L'Aquila, dans les Abruzzes. «C'est une procédure habituelle avant de tels sommets», a-t-il expliqué.

RÉFÉRENDUM

AU NIGER

Washington craint

un «revers pour la démocratie»

Les Etats-Unis ont mis en garde contre le risque de «revers pour la démocratie» au Niger après la décision du président Mamadou Tandja d'organiser un référendum afin de se maintenir au pouvoir après la fin normale de son mandat. «Les Etats-Unis s'inquiètent des récentes annonces selon lesquelles le président Tandja prévoit d'organiser un référendum national sur une nouvelle constitution qui lui permettrait de prolonger son mandat», a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Ian Kelly, dans un communiqué diffusé vendredi soir. «Cela risque de saper les avancées sociales, politiques et économiques durement gagnées pendant la décennie écoulée et constituerait un revers pour la démocratie», a averti M. Kelly.

Le président du Niger a confirmé vendredi soir dans un message à la nation l'organisation d'un référendum portant sur une nouvelle constitution qui lui permettrait de se maintenir en fonction au-delà de la fin de son second quinquennat, prévue le 22 décembre. M. Tandja, 71 ans, n'a pas précisé la date de cette consultation. M. Kelly a observé que pendant son mandat, M. Tandja avait été «un bon défenseur des intérêts de son pays en attirant des investissements internationaux et en lançant des travaux publics ambitieux, sur fond de stabilité sociale et politique».

Washington a précisé avoir «partagé avec le président Tandja l'intérêt de poursuivre une relation forte et chaleureuse avec le gouvernement et le peuple nigériens à l'approche de la fin de son mandat constitutionnel».

CHINE

Vingt-cinq morts dans l'explosion d'une mine

Vingt-cinq mineurs ont péri hier et vingt sont bloqués à la suite d'une explosion de gaz dans une mine de charbon du sud-ouest de la Chine, a annoncé l'agence Chine nouvelle.

Cent trente-et-un mineurs travaillaient dans cette mine, située dans la ville d'Anwen, lorsque l'explosion s'est produite, mais quatre vingt-six sont parvenus à s'échapper, a précisé l'agence, citant des responsables locaux.

Les sauveteurs ont pu dégager vingt-cinq corps mais n'ont pu atteindre les vingt mineurs bloqués du fait des niveaux dangereux de gaz dans la mine.

Les mines chinoises sont considérées comme les plus dangereuses au monde, avec, selon les chiffres officiels, plus de 3 200 morts l'an dernier.

Selon des observateurs indépendants, le bilan réel pourrait être beaucoup plus élevé, de nombreux accidents n'étant pas rendus publics.